

Le budget—M. Breau

Je disais, madame le président, que l'exposé budgétaire du ministre des Finances, lundi soir dernier, constitue un document juste et responsable. Il est responsable parce qu'il reconnaît les problèmes que nous envisageons et propose des solutions pratiques. Il est juste parce qu'il continue la politique qui veut qu'on aide ceux qui peuvent plus difficilement s'adapter à la situation économique.

Parfois, un budget comme celui-là peut être meilleur à cause de ce qu'il contient, mais parfois, à cause de ce qu'il ne contient pas. Ce que la politique économique du ministre des Finances ne contient pas, c'est un élément de panique, un élément d'énervement outre mesure, à cause de l'inflation que nous connaissons présentement. Il reconnaît le problème de l'inflation, et le problème que cause une augmentation trop rapide du coût de la vie. Mais il reconnaît aussi que l'inflation n'est pas un problème qu'il faut regarder en termes absolus. Ce qui est important, c'est de l'étudier dans le contexte économique mondial. Ce qui importe, c'est notre position vis-à-vis des autres pays du monde.

Tous les honorables députés savent, comme l'honorable ministre des Finances (M. Turner), qu'il existe des mesures pour combattre l'inflation, mais ce qu'il faut faire, c'est considérer les conséquences des diverses mesures présentées par certains députés ou certains économistes.

Évidemment, nous devons chercher à stabiliser les prix, je suis d'accord là-dessus, mais nous devons aussi poursuivre l'objectif de la justice sociale sans perdre de vue cet objectif, et si combattre l'inflation suppose dans certains cas le retrait du gouvernement d'une intervention quelconque dans la société, à ce moment-là, il nous faut y penser à deux fois.

En ce qui a trait à la question des restrictions des dépenses gouvernementales, à mon avis, il faudrait tenter de concilier l'intérêt de stabiliser les prix avec celui d'une plus grande justice sociale.

La politique du gouvernement a été d'encourager la production afin d'augmenter l'offre et surtout d'aider ceux qui s'adaptent moins facilement à la fluctuation des prix. Quant à ceux qui ont un revenu fixe, tous ceux qui ne sont pas syndiqués et qui travaillent pour un salaire très bas, le gouvernement les a aidés en réduisant leurs impôts.

Dans le discours du chef de l'opposition (M. Stanfield) qui avait débuté lundi soir pour se continuer hier, on ne trouve pas grand-chose de positif afin de faire face aux problèmes économiques que nous connaissons aujourd'hui. Le chef de l'opposition critique les dépenses gouvernementales et fait allusion au fait que les dépenses gouvernementales seront élevées. Par contre, nous ne trouvons dans son discours aucune suggestion efficace ou concrète qui pourrait nous amener à réduire certains programmes, ou même à les abolir. Il est si facile de dire: Les dépenses gouvernementales sont élevées et on devrait les réduire. La question, monsieur le président, est de déterminer quel programme est le moins important pour la société.

À mon avis, à ce moment-ci il n'est pas nécessaire de faire une coupure tellement importante des dépenses gouvernementales, car si nous constatons l'orientation des dépenses du gouvernement fédéral au cours des dernières années, nous verrons que ces dépenses visent à réduire les inégalités qui existent au pays.

[Traduction.]

Sur la question du pétrole, le chef de l'opposition (M. Stanfield) ne nous a pas proposé grand-chose non plus. Il a parlé du prix du pétrole et du contrôle par les provinces, mais il ne nous a pas dit ce qu'il ferait s'il était premier

[M. Breau.]

ministre. Il a dit que nous devons éviter la concentration industrielle. Cela veut-il dire que si une partie du pays se montre plus opportuniste qu'une autre, le reste du Canada devra baisser pavillon?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Le député veut-il dire que l'Alberta est opportuniste?

M. Nystrom: Ou la Saskatchewan?

M. Breau: La Saskatchewan encore moins que l'Alberta. Je veux dire simplement qu'il est facile pour le chef de l'opposition de critiquer le gouvernement sans nous dire ce qu'il pense des conséquences de l'érosion éventuelle du pouvoir économique du gouvernement fédéral. Que pense-t-il de l'érosion éventuelle du pouvoir financier fédéral? Pense-t-il qu'il est important de conserver ou non ce pouvoir? Le député de Yorkton-Melville (M. Nystrom) a commenté les avantages de la situation, mais quels que soient ces avantages, la thèse des députés de l'autre côté, si elle était adoptée, entraînerait une érosion des pouvoirs fiscaux du gouvernement fédéral.

Je tiens à affirmer mon soutien énergique aux options du budget sur ce point. Certains critiques se sont appuyés sur des arguments constitutionnels, mais j'aimerais leur rappeler que la constitution n'a pas été rédigée en vue de répondre à chaque situation particulière qui peut se produire. Qui peut dire quel aurait été l'esprit de la Confédération si la situation pétrolière actuelle s'était produite il y a cent ans? Tout le monde accepte le fait que ce Parlement détient le pouvoir fiscal. Ce que nous faisons par la voie du budget concerne la loi de l'impôt sur le revenu; nous n'enlevons pas aux provinces le pouvoir de gérer leurs propres ressources.

Des voix: Oh!

M. Breau: Pour ce qui est du fond du sujet, je crois que les participants au dernier débat fédéral-provincial sur la fixation des prix du pétrole sont passés à côté d'un élément fondamental. Je pense que la faute en est à la rhétorique de certains des premiers ministres provinciaux et de leurs amis ici même. À mon avis, ce qui est fondamental, c'est que s'il existe une industrie pétrolière en Alberta et en Saskatchewan à l'heure actuelle, ce n'est pas grâce à une clairvoyance remarquable de ces provinces, mais grâce à une série de politiques nationales. La protection du marché jusqu'à la ligne Borden, à une époque où il n'y avait pas de marché d'exportation, le régime de déductions pour épuisement des réserves et l'application de politiques d'exportation spéciales sont quelques exemples des mesures adoptées. Les provinces pétrolières en ont été les bénéficiaires, et je m'en réjouis pour elles, mais il s'agissait là de compromis nationaux pour lesquels certains de nous ont dû se battre. On n'a pas assez accordé d'attention à cet aspect de la question. S'il existe une industrie du pétrole dans l'Ouest aujourd'hui, c'est grâce à la contribution du Canada tout entier.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Absurde. L'Ontario et le Québec n'ont pas déboursé un sou.

M. Breau: C'est bien possible, mais, lorsqu'un pourcentage important de nos investissements est consacré à un secteur particulier de l'économie, il faut que quelqu'un fasse des sacrifices. Il faut que certains d'entre nous défendent le soutien que, par sa politique, le gouvernement apporte à l'industrie pétrolière de l'Alberta et de la Saskatchewan, et nous en sommes heureux.